

Le général de Gaulle et Toulouse

Les relations du général de Gaulle et de Toulouse furent rares et apparemment sans chaleur. Brèves, car il n'y vint que rarement, nous y reviendrons.

Sans chaleur apparemment, car Toulouse fut d'abord pour lui synonyme de mauvais souvenirs.

Dès lors, le gaullisme ne fut jamais vivace dans notre ville, comme en témoignent les tentatives d'implantations de candidats se réclamant du Général, tels Alexandre Sanguinetti – le plus connu - élu député en juin 1968 et battu par Alain Savary en 1973, et qui ne brigua pas la mairie de Toulouse en 1971.

J'ai choisi trois dates de rencontres entre le général de Gaulle et Toulouse, afin d'illustrer la nature des relations entre notre ville et cet homme d'Etat.

* *

*

1. 1^{er} rendez-vous le 4 juillet 1940 : Une condamnation par le tribunal militaire de Toulouse

Le Général de Gaulle d'avant la deuxième guerre mondiale, théoricien de l'emploi des chars et de l'armée de métier, était un inconnu pour la plupart des Toulousains : son passage éclair au gouvernement ne l'avait guère non plus sorti de l'obscurité. On n'avait pas plus entendu son appel du 18 juin à Toulouse qu'ailleurs, c'est-à-dire peu.

C'est le 26 juin 1940, en écho à l'appel du 18 juin, sur les ondes de la BBC, que le ministère de la Guerre décide de traduire le colonel de Gaulle, privé de ses deux étoiles depuis le 22 juin, en conseil de guerre.

Pourquoi Toulouse ? Parce que la plupart des grandes villes sont alors en zone occupée et qu'à Toulouse, siège de la 17^e région militaire, le tribunal toulousain est encore français.

Contrairement à ce qui est souvent rapporté, ce n'est pas à Toulouse mais à Clermont-Ferrand, que le Général de Gaulle fut condamné à mort. Présidé par le général Boris, inspecteur général de l'artillerie, domicilié dans le Tarn, le tribunal toulousain est composé des généraux Philippe,

Charry, Sivot, Lafontaine et Loubard. Facéties de l'histoire, le général Sivot termina le conflit dans les rangs de la Résistance et le général Boris créa le CDM, réseau de camouflage de matériel.

Le 4 juillet, le procès s'ouvre pour juger le « colonel en retraite ». Il est jugé coupable de refus d'obéissance et de provocation de militaires à la désobéissance. Il est condamné à quatre ans de prison et à 100 F d'amende. Un pourvoi devant le tribunal de cassation est engagé contre ce verdict jugé trop clément. Il est rejeté mais la procédure se poursuit.

Le 2 août 1940, nouveau procès au tribunal militaire de Clermont-Ferrand cette fois. Sept nouveaux généraux sont chargés de juger et de condamner l'accusé : Frère, Noël, la Laurencie, La Porte du Theil, Langlois, Berard et Etcheberrigaray.

Notons que le général de Lattre, commandant militaire du Puy de Dôme et futur commandant de la première armée française, ne fait pas partie du tribunal.

La peine de mort est prononcée par 5 voix sur 7 : « le colonel d'infanterie, breveté d'état-major, en retraite, de Gaule (Sic), Charles, André, Joseph, Marie est condamné à la peine de mort et à la dégradation militaire, ainsi qu'à la confiscation de ses biens meubles et immeubles ». Le général de Gaulle lorsqu'il eut connaissance du jugement du 2 août déclara : « Les vieillards qui se soignent à Vichy emploient leur temps et la passion à faire condamner ceux qui sont coupables de contribuer à combattre pour la France (...). Je suis un soldat français à qui, pour l'instant, incombe le grand devoir de parler seul au nom de la France ».

A la Libération, la Cour d'appel de Riom annule ce jugement le 11 mai 1945 comme la cour d'appel de Toulouse annule celui du 4 Juillet.

2. 2^{ème} rendez-vous : 16 et 17 septembre 1944. La Libération.

L'essentiel de ce que je vais décrire est extrait du livre de Pierre Bertaux commissaire de la République à l'époque des faits, Compagnon de la Libération : Libération de Toulouse et de sa région.

Pour comprendre l'état d'esprit dans lequel le général de Gaulle se trouvait lorsqu'il atterrit à l'aérodrome de Franczal, le 16 septembre 1944, reportons nous aux Mémoires d'Espoir. Nous concluons ce deuxième rendez-vous par un extrait des Mémoires de guerre, éclairant à plus d'un titre.

Dans les mémoires d'Espoir, Toulouse est décrite comme une « ville passablement agitée ». Sa région aurait été parcourue par « de profonds remous et beaucoup de comptes à régler (...). Autour de Ravel, des chefs de factions armées constituaient comme un soviet. Les membres de ce conseil prétendaient assurer eux-mêmes avec leurs hommes l'épuration. (...) Une division espagnole se formait (...) avec le but, hautement publié, de marcher sur Barcelone. Pour comble, un lieutenant-colonel anglais, intitulé « colonel Hilaire » et introduit dans le maquis du Gers par les services britanniques, tenait sous sa coupe des unités qui n'attendaient d'ordres que de Londres ».

Le constat est sévère.

Pourtant, la population semble enthousiaste, comme l'était le journal La République, dans son édition du 16 septembre : « Il arrive ! De Gaulle arrive ! Elle (la nouvelle) se répand à travers la région. La fièvre s'empare de tous, l'orgueil aussi : chacun sent que Toulouse va vivre des heures historiques, chacun veut contribuer à l'Histoire, écrire l'Histoire avec son cœur, son enthousiasme, sa reconnaissance (...) Général de Gaulle, Toulouse est heureuse de vous accueillir et d'acclamer en vous un libérateur et un chef. Vous pouvez, le pays aussi peut être fier de Toulouse dont la région a été avec la région lyonnaise et parisienne à l'avant-garde de la Résistance et du combat contre l'ennemi. »

Quelles sont les grandes étapes de ce déplacement historique du Général à Toulouse ?

Le 16 septembre, au matin, vers 10 heures, Pierre Bertaux, commissaire de la République accueille de Gaulle à Franczal. Lorsqu'il sort sur la passerelle, un cliché est pris par Jean Dieuzaide. Ce fut une des premières photos du général de Gaulle à la Libération. Elle resta célèbre, longtemps le seul portrait officiel, permettant aux Français de découvrir le visage du libérateur de la France.

Une fois la Garonne franchie, le Général demande à descendre pour aller à pied à la préfecture. Il avait souhaité une voiture découverte mais Bertaux craignant un attentat avait préféré une voiture fermée.

Place Esquirol, le général descend ; Bertaux est inquiet, se souvenant de la récente fusillade à Paris devant la cathédrale Notre-Dame, le 26 août.

A la préfecture, déjeuner d'une quarantaine de couverts. Bertaux cherche à engager la conversation avec celui qu'il n'a jamais rencontré auparavant.

Il lui demande : « Et maintenant, qu'allez-vous faire ? » Il lui répond « Disparaître. Jeanne d'Arc si elle s'était mariée, si elle avait eu des enfants, ne serait plus Jeanne d'Arc. Il viendra des circonstances où la France aura besoin d'une image pure : cette image il faut la lui laisser. Il faut disparaître ».

Après le déjeuner, le général reçoit le colonel Hilaire, cet Anglais parachuté dès 1942 dans le Gers, où il avait organisé un maquis. Il avait proposé à Bertaux de rétablir l'ordre avec ses sept cents hommes armés.

L'entrevue entre de Gaulle et Hilaire se passe mal. De Gaulle ressort au bout de dix minutes, et dit à Bertaux : « Vous donnerez vingt-quatre heures au colonel Hilaire pour quitter le territoire français. Passé ce délai, vous le ferez arrêter ». Quant à Hilaire, le visage empourpré il dit simplement : « J'ai dit m... à de Gaulle ».

De Gaulle était évidemment très chatouilleux en tout ce qui touchait à l'intervention des Alliés en France libérée. La France était trop faible pour qu'il puisse accepter une quelconque inféodation.

Après le déjeuner, peu après 3 heures, de Gaulle apparaît au balcon du Capitole, acclamé par quarante à cinquante mille personnes : " Toulouse, Toulouse libre, Toulouse fière, fière parce qu'elle est libre et fière parce qu'au milieu de toutes les larmes, de toutes les angoisses, de toutes les espérances qu'elle a traversées, jamais Toulouse n'a cru la défaite acquise, jamais Toulouse n'a cru que la France était perdue, jamais Toulouse n'a renoncé ni à la grandeur du pays, ni à sa victoire, ni à la liberté des hommes, ni à celle des Français et des Françaises (...) « Je vous ai entendus et vous m'avez entendu. Je vous ai vus et vous m'avez vu. N'est-ce pas que nous sommes bien d'accord pour aller où nous voulons aller ensemble, fraternellement, Françaises et Français, les mains dans les mains ». De la foule enthousiaste, continue Bertaux qui accompagne alors de Gaulle, cinquante mille poitrines répondent : « Oui, Oui ». Après

l'ouragan des applaudissements, « ensemble, pieusement », de Gaulle et l'assistance entonnent La Marseillaise.

Dans l'avant dernière phrase, n'est-on pas tenté de reconnaître le banc d'essai de la fameuse formule « Je vous ai compris » ?

De Gaulle revient à la préfecture et reçoit les préfets, la presse, et les comités départementaux de Libération. Puis c'est au tour des FFI et FTP dans le grand salon. Passant devant le colonel Georges, robuste maquisard décontracté, de Gaulle lui demande de rectifier la position. Georges blêmit, serre les poings et finit par rectifier la position tout en gardant les poings serrés. Apercevant ensuite un officier qui n'avait que trois galons sur la manche, de Gaulle lui aurait dit : « Alors, vous ne savez pas coudre ? ».

Enfin, le colonel Ravanel s'étant présenté à lui, il lui répondit :

« Lieutenant Asher, je suppose ? » Il poursuivit en lui reprochant de porter le ruban de la croix de la Libération, alors que sa promotion n'était pas officielle. Il dut attendre le décret du 18 janvier 1946 pour l'arborer ...

Par ailleurs, il le met publiquement en accusation : la région FFI se caractérise, selon lui, par un vaste désordre.

Dès lors, l'ambiance se tend, Bertaux comprend que Ravanel, Vernant et d'autres FFI projettent de kidnapper de Gaulle, de l'emmener dans un maquis pour lui faire toucher du doigt ce qu'avait été l'existence de ces gens-là auxquels il faisait rectifier la position dans les salons de la préfecture et auxquels il reprochait leurs galons fantaisie.

Bertaux s'adresse alors à de Gaulle pour lui demander de recevoir à nouveau les vingt ou trente colonels les plus virulents. Le Général refuse. Bertaux passe outre et les introduit de la salle de billard au salon. De Gaulle leur parle, solennel et grave et conclut avec une émotion contenue : « Et maintenant, vous allez retourner auprès de vos hommes, vous leur direz ... que je les aime ... bien. Au revoir, Messieurs. ». Il y avait dans le salon des yeux humides, dit Bertaux.

Le soir, dîner intime puis nuit à la préfecture.

Le lendemain, prise d'armes, à 7 heures du matin, rue Alsace-Lorraine. Le Général avait accepté, la veille, la proposition tardive des FFI de passer en revue les hommes venus du maquis, mais il fallait le faire tôt car à 8 heures et demie il devait s'envoler vers Bordeaux.

Écoutons Pierre Bertaux.

« Défilé impressionnant, ni par le nombre, ni par l'allure martiale, mais par la jeunesse, la maigreur, l'air si gentil de ces maquisards. Ils avançaient approximativement au pas, un pas étrangement silencieux - ils n'avaient aux pieds que des espadrilles –, et qui me bouleversait. (...) Et voilà ces jeunes louveteaux rêves avançant sans bruit, la mitraillette au poing, ces Sten qui faisaient des ravages parmi ceux qui s'en servaient.

Je pensais aux Marie-Louise de 1814, je rêvais ... quand je vois approcher une troupe d'une allure toute différente, des hommes faits, courtauds, râblés, qui me parurent avoir le teint jaune, les yeux bridés ; puissants, disciplinés, dangereux, l'arme à la hanche en uniforme kaki qui me rappelait tout et rien. En tête, un immense drapeau tout rouge descendant jusqu'à terre.

De Gaulle se tourna vers moi : « Qui est-ce ? » Ravanel répond : « Les Vlassov ».

C'étaient des Russes et des Mongols, des prisonniers soviétiques que les Allemands avaient ramassés au début de la campagne de Russie et qu'ils avaient retournés. Un certain général Vlassov avait constitué des unités d'intervention russes qui étaient censées collaborer avec les armées du Reich à la « libération de la Sainte Russie ». L'Oberkommando de la Wehrmacht en avait envoyé en France occupée, dans la région de Toulouse notamment. C'est eux qui, utilisés à des tâches de police avaient dans la nuit du 19 au 20 août 1944 intercepté la voiture où se trouvait Jean Cassou - commissaire de la République désigné - et l'avait laissé pour mort sur le trottoir.

Après la Libération, les communistes avaient encaserné les Vlassov, les avaient endoctrinés, repris en main et retournés une fois de plus. C'est eux qu'on faisait défiler devant le Général à titre de FFI ; de Gaulle ne fit aucun commentaire, et personne n'en a plus jamais parlé. (...).

La revue terminée, on monte en voiture. J'essaie d'arracher quelques mots à de Gaulle. J'évoque les armées de la Révolution, Valmy, Jemmapes ... Il m'interrompt : « Vous êtes un romanesque. Vous ne m'apprendrez pas l'histoire de l'armée française. Il n'y a qu'une armée française et c'est l'armée de la France ». Un silence : « C'est la première fois que je vois des FFI. Ce que j'ai vu à Marseille : une mascarade. ».

Bertaux raccompagne de Gaulle à l'aérodrome « soulagé qu'il ne se soit pas fait descendre ».

De Gaulle était là pour restaurer l'autorité de l'État qui, à ses yeux, ne se conciliait avec aucune autonomie régionale. Il avait d'ailleurs eu à Marseille une attitude très semblable à celle qu'il adopta à Toulouse. En outre, comme l'a fait remarquer François Bédarida, de Gaulle est alors hanté par des préoccupations de politique étrangère. Les Américains refusent encore de

reconnaître le Gouvernement Provisoire de la République Française. Il importait que celui-ci soit strictement obéi dans toute la France pour apparaître comme le pouvoir légitime aux yeux du Général. Toulouse apparaissait comme son talon d'Achille, car les Américains avaient évidemment eu vent des rumeurs liées à la « République rouge ». C'est dans ce contexte que s'explique la brutalité de de Gaulle à Toulouse. Il donne un signal : celui de la reprise en main et de la normalisation, celui de l'affirmation de l'autorité de l'Etat centralisé et de ses représentants, les préfets et le commissaire de la République en tête. En cela sa visite à Toulouse marque bien un tournant décisif

Comme souvent, le Général dans les Mémoires de Guerre, précise les évènements et les remets en perspective.

« Le 17 au matin, avec une solennité calculée, je passai la revue de tous les éléments ; En prenant le contact direct des maquisards, je comptais susciter en chacun d'eux le soldat qu'il voulait être. A mesure que j'abordais les rangs, un certain frémissement me faisait voir qu'on m'avait compris.

Puis, le colonel Ravanel fit défiler tout le monde. Le cortège était pittoresque. En tête, baïonnette croisée, marchait un bataillon russe formé d'hommes de « l'armée Vlassov » engagés, naguère, chez les Allemands et qui avaient déserté à temps pour rejoindre notre résistance. Venaient ensuite les Espagnols, conduits par leurs généraux. Après quoi passèrent les forces françaises de l'Intérieur. La vue de leurs drapeaux et fanions improvisés, leur souci de s'organiser en sections, compagnies, bataillons réglementaires, l'effort qu'elles avaient fait pour donner à leurs vêtements une apparence uniforme, par-dessus toutes les attitudes, les regards, les larmes que les hommes qui défilaient devant moi, montraient combien la règle militaire a des vertus d'efficacité. Mais aussi, il y avait là, à mon égard, la même sorte de plébiscite qui se manifestait partout.

J'avais pu, la veille, recueillir un témoignage semblable à la préfecture et à l'Hôtel de ville où je recevais les cadres et les notables, au premier rang desquels se tenait le vaillant archevêque Monseigneur Saliège. Quant à la foule criant sa joie sur la place du Capitole où elle s'était massée pour m'entendre, ou bien rangée dans les rues en deux haies d'acclamations, elle avait fourni la même démonstration.

J'étais, certes, bien moins sûr que cette adhésion suppléerait à tout ce qui manquait pour assurer l'ordre public. Du moins pouvais-je compter qu'elle permettait d'empêcher, soit la dictature de certains, soit l'anarchie générale ».

Chacun reconnaîtra le talent de César écrivant La Guerre des Gaules.

3. 3eme rendez-vous : 14 février 1959. La visite à Sud-Aviation.

Le 21 décembre 1958, deux mois avant, le Général de Gaulle a été élu Président de la République par un collège de près de 82 000 grands électeurs, composés des parlementaires, des conseillers généraux et de représentants des conseils municipaux. Il est élu dès le premier tour de scrutin avec 78,5% des suffrages exprimés face à Georges Marrane (Parti communiste français) et à Albert Châtelet (Union des forces démocratiques).

Du 14 au 18 février 1959, le chef de l'Etat effectue un déplacement dans le Sud-Ouest qui le mène de Toulouse à Foix, de Perpignan à Lacq et enfin à Pau. Lors de son passage à Toulouse, il visite les établissements scientifiques et techniques : Sud-Aviation, où la Caravelle est en cours de construction, l'Ecole d'agriculture, l'institut d'optique électronique, l'institut de toxicité, le service de la carte de la végétation et des cultures, le laboratoire électrotechnique et hydraulique.

Il y affirme sa volonté de promouvoir la recherche, gage de l'avenir et de la transformation du pays que son gouvernement entend assurer.

S'adressant aux professeurs et aux étudiants de l'Université de Toulouse à la cité universitaire, il prononce l'éloge des chercheurs et recommande qu'une large partie de la jeunesse s'engage dans les études scientifiques lui promettant de bonnes conditions d'études, des maîtres en nombre suffisant et un effort, déjà entamé, d'investissement dans les organismes de recherche.

Mais s'il souhaite que l'Etat oriente la recherche dans le sens des applications les plus utiles à l'intérêt public, il admet que tout dépend du génie individuel des chercheurs. Il achève son discours par un hommage à l'enseignement français au service de l'Homme.

Après ces visites et ce discours le matin, le Général de Gaulle reçut à midi les corps constitués à la préfecture. L'après-midi il visita l'Institut d'études électroniques. Durant ce court trajet, le maire de Toulouse, Bazerque, prit place à côté du Général sur la route du campus Ranguel en cours d'installation. A 6 heures du soir, le Chef de l'Etat prit la parole depuis le balcon du Capitole, comme il l'avait fait 15 ans plus tôt, en septembre 1944 « Merci parce que du fond du cœur, je me sens rajeunir, dit-il.

Je me vois ici, à ce balcon, devant cette population – quelque peu changée probablement –, je me vois ici, tel que j’y étais, avec Toulouse, en 1944, dans ces journées à la fois glorieuses et dramatiques de la Libération nationale. Ah ! Quelle impression votre capitale m’a faite ce jour-là. Quelle impression elle m’a laissée, quelle impression d’ardeur, de volonté, avec bien sûr, comme toujours en pareil cas, beaucoup de remous, de troubles un peu partout, mais par-dessus, je le répète, la volonté de tout un peuple qui voulait vivre libre et fort. »

* *

*

En conclusion, de ces trois rendez-vous il apparaît que le Général de Gaulle ne fut vraiment jamais familier de Toulouse, dont l’histoire, la géographie et la sociologie, si elles lui étaient bien connues, ne lui étaient pas pour autant proches, lui, l’enfant de Lille et des marches de l’Est de la France.

Il est également vrai que le gaullisme ne trouva jamais à Toulouse une terre d’élection d’autant plus qu’après la guerre d’Algérie, nombre de rapatriés d’Afrique du Nord trouvèrent asile dans la région toulousaine.

Toutefois, la plus belle page écrite entre de Gaulle et Toulouse est peut-être l’échange secret et discret avec Monseigneur Saliège, le 27 mai 1942. De Gaulle écrit à l’archevêque de Toulouse :

« Les remous profonds que provoquent dans toutes les âmes de nos compatriotes certains aspects de l’atroce situation dans laquelle se trouve notre pays m’amènent à exposer en toute confiance à Votre Grandeur l’alarme que je ressens comme chrétien et comme Français. Je me garderai d’énoncer aucun grief. Mais je crois très sincèrement que l’attitude – fût-elle d’apparence – prise publiquement par une partie de l’épiscopat français à l’égard de la politique et des hommes dits « de Vichy » risque d’avoir des conséquences graves en ce qui concerne la situation du clergé et peut-être de la religion en France après la Libération. Je souhaite de toute mon âme que, tandis qu’il en est temps encore, la voix de Messieurs les évêques s’élève assez clairement et fortement pour que le peuple de France perde l’impression qu’il y a une sorte de solidarité entre les préférences du clergé et l’entreprise des gens qui ont proclamé, accepté et aggravé la défaite de la France. Si je m’adresse à vous, Monseigneur, c’est qu’il y a, me semble-t-il, des raisons de croire que Votre Grandeur a discerné ce que je me permets de lui exprimer et qu’ainsi quelque accord pourrait s’établir entre nous. Vous pouvez être assuré, Monseigneur, que cette lettre est absolument secrète et que le porteur, seul, sait que je l’ai écrite. Je prie Votre Grandeur d’agréer l’assurance de mon profond respect. »

Il semble que cette lettre n'ait pas reçu de réponse.

Toutefois, le 23 août 1942, Monseigneur Saliège, notre vénéré confrère, faisait lire en chaire, dans toutes les églises de l'archidiocèse, sa célèbre lettre sur « la personne humaine ».

J'en cite les deux derniers paragraphes : « Dans notre diocèse, des scènes d'épouvante ont eu lieu dans les camps de Noé et de Récébédou. Les Juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes. Tout n'est pas permis contre eux, contre ces hommes, contre ces femmes, contre ces pères et mères de famille. Ils font partie du genre humain. Ils sont nos Frères comme tant d'autres. Un chrétien ne peut l'oublier.

France, patrie bien aimée, France qui porte dans la conscience de tous tes enfants la tradition du respect de la personne humaine. France chevaleresque et généreuse, je n'en doute pas, tu n'es pas responsable de ces horreurs. ».

L'appel de Mgr Saliège le 23 août 1942 est le pendant de l'appel du Général du 18 juin 1940. Selon l'historien Jacques Sémelin, même importance, je le cite : « Tandis que de Gaulle appelle à un sursaut patriotique, Mgr Saliège, demande, lui, un sursaut moral ».

* *
*

Dès lors, malgré deux premières rencontres difficiles, de Gaulle exalta Toulouse comme ville résistante et ville universitaire de recherche et d'avenir.

Retenons la belle conclusion de son allocution prononcée au balcon du Capitole, le 14 février 1959, qui démontre, qu'en réalité, le souvenir que de Gaulle gardait de Toulouse était aussi profond que chaleureux :

« C'est un immense réconfort pour celui qui vous parle que d'avoir devant lui la population de cette ville magnifique, de sentir qu'entre son cœur et mon cœur il n'y a pas d'écran, qu'entre son esprit et mon esprit il n'y a pas de barrage et qu'ici comme ailleurs l'unité nationale existe, qu'elle est vivante, qu'elle nous entraîne tous vers notre destin qui sera heureux et qui sera grand ».

Pascal Mailhos

Mainteneur des Jeux floraux

16 avril 2026